

DOCS

CA1
EA507
C18f
v. 4
1999
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

3 5036 01029489 3

CANADA

Regard sur le monde

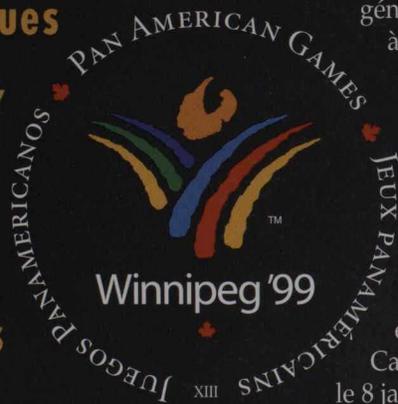
« Una Gran Familia »

LE CANADA ACCUEILLE LES AMÉRIQUES

En avril 1998, au deuxième Sommet des Amériques à Santiago, au Chili, le premier ministre Jean Chrétien a dit que les pays des Amériques étaient devenus « una gran familia ».

À compter de cet été, et pendant les deux années qui vont suivre, le Canada sera l'hôte de la « familia » pour un nombre sans précédent de manifestations importantes pour les pays de l'hémisphère : les Jeux panaméricains à Winnipeg, en juillet; la Conférence des conjoints des chefs d'État et de gouvernement des Amériques à Ottawa, en septembre; le Forum des gens d'affaires des Amériques à Toronto, en octobre; la Réunion ministérielle de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) à Toronto également, en novembre; l'Assemblée générale modèle de l'Organisation des États

illustration : Société des Jeux panaméricains



américains (OEA) à Edmonton, en mars 2000; l'Assemblée générale de l'OEA à Windsor, en juin 2000; le prochain Sommet des Amériques à Québec, en 2001.

Cette liste de manifestations et le fait que le Canada célébrera le 8 janvier 2000 le 10^e anniversaire de son adhésion à l'OEA illustrent clairement que notre pays est engagé plus que jamais dans les relations avec le reste de l'hémisphère et s'affirme comme l'un des membres les plus importants et les plus actifs de la famille.

Ce quatrième numéro de **Canada — Regard sur le monde** démontre l'importance qu'a pris le rôle

du Canada dans les affaires de l'hémisphère et de la valeur que nous attachons aux relations avec nos 34 partenaires de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Antilles. ●

La rédaction

Numéro 4 • 1999

Entrevue 2

Secrétaire d'État
Kilgour



Le Canada
et le Kosovo 4



Lieux 5
dangereux
Alger



Profil 7

Jules Léger



Le Canada 8
dans les
Amériques



Bon Voyage,
mais... 14



Le coin du lecteur	2
Stages pour les jeunes	6
Les Canadiens s'expriment	12
Nations • Actualités	
Le partenariat Canada-France	13
Nouvelles en bref	15

Canada

LE COIN DU LECTEUR

Nous avons commencé à recevoir vos lettres, ce qui nous permet désormais de vous proposer cette rubrique, la vôtre, dans tous les numéros de **Canada — Regard sur le monde**. Merci de vos commentaires, et continuez à nous écrire.*

Bien entendu, c'est le Kosovo qui retient le plus l'attention ces jours-ci, surtout chez nos lecteurs de la Colombie-Britannique.

LE KOSOVO

À mon avis, l'ONU devrait encourager les femmes des deux camps qui s'affrontent dans ce conflit à élire un groupe de femmes pour étudier les moyens d'arriver à une solution équitable et applicable. Ce groupe serait strictement consultatif et apolitique. Une sorte de dialogue entre voisines, sans conditions préalables. Il serait plus facile de nouer ce genre de dialogue en faisant appel aux femmes. Ce sont elles qui s'occupent des enfants. Les hommes brandissent des fusils.

HUBERT ROBERTIES / OLIVER (C.-B.)

Je suis inquiet et profondément troublé par la participation du Canada à l'OTAN et à sa diplomatie du bombardement. Dans votre article sur les droits de la personne (numéro 1, page 8), on écrit :

« Depuis un demi-siècle, le Canada et les Canadiens et Canadiennes jouent un rôle déterminant dans les efforts faits pour enchâsser la protection des droits de la personne dans le droit international. » Voilà le rôle que le Canada doit jouer.

ROBERT J. WINKENHOWER / VICTORIA (C.-B.)

L'ONU fait de l'excellent travail dans bien des domaines, et elle a besoin du soutien de la base. En matière de maintien de la paix, le Canada a certainement accompli un travail exceptionnel. J'ai des réserves au sujet de l'intervention en Yougoslavie. Comment arrêter le tyran Milosevic et ses massacres? Il aurait été préférable que l'ONU intervienne, et non l'OTAN. Espérons que nous pourrions mettre un terme à ces pertes de vie tragiques et à ces terribles destructions matérielles.

WILLIAM SLOANE / PILOT MOUND (MANITOBA)

LE TIMOR ORIENTAL

Comme Canadien engagé — qui vit actuellement au Portugal — je saisis cette occasion d'exprimer mes profondes inquiétudes au sujet d'un très grave problème que la crise des Balkans semble reléguer dans l'ombre. Je veux parler de la situation qui existe au Timor oriental. Les massacres perpétrés récemment par les milices armées favorables à l'intégration ont coûté la vie à de nombreux Timorais; on a tué et on continue de tuer des enfants. Selon mes convictions profondes, le Canada devrait demander la présence urgente de l'ONU au Timor oriental pour garantir la sécurité et la liberté de ses habitants.

RUI M. MAURICIO MARQUES / LISBONNE (PORTUGAL)

PLUS D'INFORMATION, S.V.P.

Pourriez-vous publier plus d'information sur les agences spécialisées du système des Nations Unies, leur rôle, leurs initiatives et leur importance pour le Canada et ses intérêts? Un diagramme du système onusien au complet avec une brève description de chaque agence serait probablement utile.

JOHN C. CAIRNS / ELORA (ONTARIO)

[NOUS PRENONS NOTE DE VOTRE SUGGESTION. LA RÉDACTION]

VEUILLEZ ENVOYER VOS LETTRES À L'ADRESSE SUIVANTE :

Le coin du lecteur / Canada — Regard sur le monde
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex, bureau C2-159, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 Canada
OU
magazine@dfait-maeci.gc.ca

* Les lettres peuvent être abrégées et révisées sur le plan du style.

Entrevue avec le

Les relations du Canada avec les pays des Amériques progressent à un rythme sans précédent. Les missions commerciales canadiennes, tant fédérales que provinciales, aux États-Unis, au Mexique, en Amérique centrale, en Amérique du Sud et dans les Antilles se multiplient. Le dialogue politique s'élargit et de nouveaux champs de coopération s'ouvrent régulièrement.

Des partenariats aux niveaux politique et commercial voient le jour, et une compréhension renouvelée s'instaure entre le Canada et le reste des Amériques. Autrement dit, des relations gratifiantes s'épanouissent dans notre hémisphère.

Canada — Regard sur le monde a récemment interviewé le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour, au sujet de certains aspects des relations du Canada avec les pays d'Amérique latine et des Antilles.

Canada — Regard sur le monde

La politique étrangère du Canada accorde une grande priorité à l'établissement de liens solides avec les pays des Amériques. Quelle est l'importance de ces relations pour les Canadiens?

M. Kilgour

Ces relations sont extrêmement importantes pour les Canadiens. Commençons par les avantages économiques bien concrets : les emplois et la croissance économique. Les pays de l'Amérique centrale et des Antilles auront bientôt globalement une population d'un demi-milliard d'habitants et un produit intérieur brut de 2 billions de dollars américains. Si on ajoute à ces chiffres le fait que l'âge moyen de la population se situe entre 17 et 21 ans, on s'aperçoit à quel point notre avenir économique est lié à cet hémisphère. Déjà, les chiffres sont impressionnants : nos exportations vers la région ont doublé entre 1992 et 1998, passant de 3,3 à 6,8 milliards de dollars. Pendant la même période, nos investissements ont monté en flèche, passant de 6 à 28 milliards de dollars.

Un autre avantage de ces liens plus étroits est l'influence qu'ils nous donnent sur la formulation de la politique collective de nos voisins de l'hémisphère, de façon à refléter les valeurs du Canada, par exemple pour contribuer à notre objectif commun d'amélioration de la sécurité régionale. Un troisième avantage est la possibilité qui nous est ainsi donnée d'obtenir l'appui de nos voisins de l'hémisphère pour les positions canadiennes sur les problèmes internationaux. Un exemple récent est le solide appui que nous avons obtenu lorsque la candidature du Canada a été retenue au Conseil de sécurité de l'ONU. Il suffit de constater que le Canada sera l'hôte de six grandes manifestations de l'hémisphère dans la période de 1999 à 2001 pour mesurer notre engagement en ce qui a trait à nos relations avec le reste de la région.

secrétaire d'État Kilgour

David Kilgour accorde

une entrevue à *Canada — Regard sur le monde*

Canada — Regard sur le monde

Une initiative canadienne récente dans l'hémisphère a été le Dialogue sur la drogue amorcé par le ministre des Affaires étrangères Axworthy en janvier dernier et à l'égard duquel vous avez une responsabilité particulière. Pourriez-vous expliquer cette initiative à nos lecteurs?

M. Kilgour

Nous reconnaissons que le trafic de la drogue est un fléau qui menace de saper tous les progrès accomplis dans les Amériques. L'objectif fondamental du Dialogue est de situer le problème de la drogue dans le contexte d'autres initiatives en cours pour renforcer la démocratie et améliorer la qualité de vie et le bien-être, c'est-à-dire la sécurité humaine pour les peuples des Amériques. Nous espérons stimuler et nourrir un débat dans tout l'hémisphère sur le problème de la drogue au niveau des ministres des Affaires étrangères. Ce débat mettra en lumière non pas une mais toutes les facettes de ce problème complexe.

Canada — Regard sur le monde

Quelles facettes, par exemple?

M. Kilgour

Un bon exemple est la relation entre le trafic de la drogue et le gouvernement, comme l'application des lois sur la drogue, le contrôle des armes légères et la nécessité de mobiliser la population. Il y a également des liens avec l'économie, notamment les mesures à prendre pour aider les agriculteurs à remplacer la culture des plantes dont les drogues sont extraites, culture dont ils tirent leur subsistance, par d'autres productions qu'ils peuvent écouler sur le marché. Il existe également des liens avec la santé et avec l'éducation. Comme vous pouvez le constater, le problème de la drogue n'est qu'une des nombreuses menaces qui pèsent sur la sécurité humaine dans la région. Nous sommes à l'heure de la mondialisation, et les problèmes que sont le trafic de la drogue, la dégradation de l'environnement, les atteintes aux droits de la personne et la prolifération des armes ne connaissent pas de frontières. Il est absolument essentiel de considérer les divers aspects du problème de la drogue non pas isolément, mais dans le contexte global. Les mesures prises dans un domaine doivent être le complément de celles qui sont prises dans un autre.

Canada — Regard sur le monde

Pouvez-vous donner un exemple?

M. Kilgour

Le remplacement des cultures. Les pays qui ont mis en oeuvre des programmes de cette nature ont appris que ces mesures ne pouvaient être efficaces que si elles s'accompagnaient d'une application efficace des lois sur la drogue.

Un autre avantage que nous espérons tirer du Dialogue est la mise en commun de l'information, des idées et de l'expérience. J'ai assisté récemment à une réunion d'experts tenue sous les auspices du Canada au Costa Rica et qui a contribué à ce processus.

Quant aux idées et à l'expérience, il y a beaucoup de choses que nous pouvons utilement mettre en commun, et pas uniquement au niveau gouvernemental. Ainsi, dans ma propre province, l'Alberta, un programme appelé DARE (éducation pour résister à la consommation de drogues) est offert aux élèves de sixième année par des agents de la police communautaire qui ont reçu une formation spéciale. Ce programme a débuté aux États-Unis dans les années 1980, a pris racine à Edmonton et s'est depuis propagé dans d'autres régions du Canada et dans certains pays de l'Amérique latine et des Antilles. Il y a récemment eu au Brésil une conférence sur l'application du programme DARE dans l'hémisphère.

Canada — Regard sur le monde

D'autres organisations de l'hémisphère s'occupent du problème de la drogue, par exemple la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues. En quoi le processus diffère-t-il?

M. Kilgour

Tout d'abord, le Dialogue sur la drogue ne vise pas à remplacer les autres tribunes, mais à les compléter. Ce que le Dialogue a d'unique, c'est que ce sont les ministres des Affaires étrangères qui abordent le problème

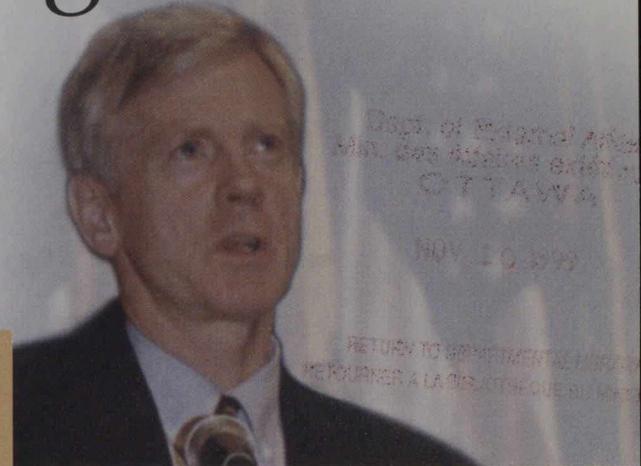


photo : MAECI

des drogues illicites dans le contexte de l'hémisphère et en regard de toutes les autres dimensions que j'ai énumérées. En leur qualité de ministres, ils sont bien placés pour sensibiliser leurs collègues compétents du Cabinet à cet égard. Un aspect de cette initiative que je tiens à souligner est qu'elle n'a rien de normatif. Le Canada ne se donne pas en exemple et ne prétend pas dire aux autres pays de l'imiter. En somme, le Canada essaie de mettre sur la table les divers aspects de ce problème commun pour que nous puissions les examiner et en discuter dans leur contexte global.

Canada — Regard sur le monde

L'initiative a été lancée il y a environ six mois. Comment se porte-t-elle?

M. Kilgour

Jusqu'à maintenant, je me suis rendu dans une dizaine de pays pour faire progresser le Dialogue, et la réaction a été partout extrêmement favorable.

Canada — Regard sur le monde

Qu'en est-il des autres aspects de nos relations avec le reste de l'hémisphère?

M. Kilgour

L'avenir s'annonce très positif pour le Canada. J'ai été ravi de constater, partout où je suis allé, à quel point le Canada et les Canadiens sont tenus en haute estime. À titre de membre du G-8, nous sommes perçus comme un important partenaire, un partenaire de poids, par tous ces pays. Et nos valeurs sont celles de l'immense majorité des habitants de l'hémisphère. Nous sommes en train de devenir, comme le premier ministre Chrétien l'a dit, un membre de la grande famille de notre village hémisphérique. ●—

LE Canada ET LE Kosovo:

UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE SUR PLUSIEURS FRONTS

Les efforts déployés par le Canada

pour régler la crise au Kosovo ont pris toutes les formes possibles, depuis ses démarches diplomatiques pour mettre fin à la campagne de violence menée par le régime yougoslave contre ses propres civils jusqu'à son intervention militaire, après l'échec de tentatives répétées pour trouver un règlement pacifique, en passant par son aide humanitaire aux victimes du conflit.

Les efforts diplomatiques du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy ont inclus une visite à Moscou pour discuter avec les leaders politiques du rôle de la Russie dans la recherche d'un accord de paix ainsi que des réunions avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan pour discuter de la nécessité d'un engagement des Nations Unies. Par la suite, les rencontres de M. Axworthy avec ses homologues du G-8 ont contribué à la mise au point d'une résolution destinée au Conseil de sécurité de l'ONU et adoptée par celui-ci. La résolution constitue l'assise de l'accord de paix signé par les militaires yougoslaves le 9 juin.



Le ministre Axworthy au camp de réfugiés de Stenkovic I dans l'ex-république yougoslave de Macédoine, le 1^{er} mai 1999.

Un accord de paix n'est que le premier pas dans ce qui sera un long processus de re-construction et de réinstallation des réfugiés. La force de sécurité internationale, incluant les effectifs canadiens, surveillera et mettra en oeuvre la démilitarisation du Kosovo, et travaillera à créer un environnement sécuritaire pour les civils venus d'autres pays qui seront sur place. Afin de permettre une réintégration au sein de la communauté européenne, il faudra également mettre l'accent sur le renforcement d'institutions démocratiques tels une force de police viable et un système de justice crédible ainsi que sur des pratiques de bon gouvernement, un domaine où le ministre Axworthy a indiqué que le Canada est prêt à partager son expertise.

Une équipe d'experts en criminalistique dirigée par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) passera quatre semaines dans la région afin d'aider le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dans son enquête sur les crimes contre l'humanité. L'équipe, composée principalement de membres de la GRC, comprendra des policiers enquêteurs ainsi que des experts en pathologie, en photographie, en balistique et en cartographie. Leur mission sera de faire la cueillette de preuves médicales et légales, entre autres, sur les lieux où se sont déroulées les atrocités présumées et de soumettre ces preuves au Tribunal.

Pour aider à la réinstallation des réfugiés, le Canada, en partenariat avec la Belgique, appuie une mission dirigée par l'ONU dont le travail consistera à évaluer l'impact des mines antipersonnel au Kosovo. Des experts en cette matière interrogeront des réfugiés et d'autres témoins afin de recueillir le plus



photos : CANAPRESS

de renseignements possibles sur l'emplacement des mines et les zones prioritaires qui devront être déminées pour permettre le retour des réfugiés.

Action militaire

Les militaires canadiens ont été salués pour leur contribution efficace à la campagne aérienne. Dix-huit chasseurs CF-18 des Forces armées canadiennes ont effectué des missions de combat à partir de la base de l'OTAN située à Aviano, en Italie. En avril, le premier ministre Chrétien a annoncé que le Canada, accédant à une demande de l'OTAN, enverrait des effectifs terrestres de 800 militaires dans la région pour des tâches de maintien de la paix d'ici la fin juin. Ce nombre a été augmenté par la suite à 1 300.

Aide humanitaire

Le Canada a soutenu les efforts des organisations humanitaires internationales pour procurer les produits de première nécessité : nourriture, eau, abris et fournitures médicales. Les avions des Forces armées canadiennes ont contribué à acheminer des approvisionnements d'urgence dans la région de même qu'à transporter 5 000 réfugiés au Canada. Entre le mois de mars et la mi-juin, le Canada a versé plus de 35 millions de dollars au titre de l'aide humanitaire et 10 millions de dollars pour l'aide économique. Une somme de 100 millions de dollars a aussi été attribuée au Programme d'évacuation humanitaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'offrir un asile au Canada à des réfugiés du Kosovo. Le gouvernement accueille aussi comme résidents permanents un certain nombre de Kosovars albanais dans le cadre du Programme de réunion des familles. ●



Servir en des lieux dangereux

La vie des diplomates canadiens à Alger



photo : Réda Bouskri

Personnel canadien de l'ambassade.

Première rangée, de gauche à droite : le caporal Daniel Juteau, l'agent de l'ACDI, Norman Boukhalife, l'ambassadeur, Franco D. Pillarella, l'agent d'administration de la mission, Carolynne Smith, le caporal Ricardo Carr-Ribeiro. Deuxième rangée, de gauche à droite : l'agent politique, Rick Savone, la secrétaire de l'ambassade, Claudette Vachon, le délégué commercial, Gilles Poirier, l'adjutant Richard Day, le caporal Geoffroy Ethier, le caporal-chef Robert Gallant. Absent de la photo : le caporal Pierre Murray.

S'il est un endroit où l'image stéréotypée qu'on se fait des diplomates — qui passeraient leur temps à aller à des cocktails et à s'amuser à l'étranger — ne saurait être plus éloignée de la réalité, c'est bien ici, à Alger. Pour les 12 Canadiens en poste dans la capitale algérienne et les 51 employés recrutés sur place, la vie dans ce pays qui a souffert de 7 années de terrorisme présente une bonne part de risques. Les véhicules blindés et les gilets pare-balles sont des outils normaux dans les activités courantes. L'agent politique Rick Savone a eu cette réflexion : « Bien que, à Alger même, la situation se soit calmée ces derniers mois, il y a eu une époque où il n'était pas rare qu'on s'endorme au son des coups de feu et des bombes. » Les diplomates doivent se faire escorter par des militaires armés chaque fois qu'ils ont à se déplacer à l'extérieur de l'enceinte fortifiée de l'ambassade, qui regroupe l'ambassade, la résidence officielle et les logements du personnel. Sans l'aide des six gardes de sécurité militaires canadiens, les tâches de la mission deviendraient infiniment plus compliquées.

Les diplomates, les Canadiens compris, courent toujours le risque d'être pris pour cibles par des terroristes ou simplement de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. À de nombreuses occasions, des voitures piégées ou des bombes ont explosé sur les marchés de la ville presque sur leur passage. Et, de temps à autre, il faut aussi faire face à des menaces proférées par des groupes terroristes.

Malgré tout, nos diplomates réussissent à offrir toute la gamme des services à leur clientèle canadienne et algérienne, notamment les services consulaires, les services de visa et d'immigration ainsi que les conseils aux voyageurs, conseils qui sont mis à jour régulièrement. Pour sa part, la section commerciale continue d'aider les sociétés canadiennes et algériennes qui sont intéressées par les occasions de commerce. En novembre 1998, cette section a organisé la première Commission bilatérale Canada-Algérie depuis plusieurs années et, ce printemps, elle a préparé et organisé des missions commerciales et d'investissement tant vers le Canada que vers l'Algérie. Les échanges bilatéraux ont été estimés, en 1998, à 1,2 milliard de dollars, et l'Algérie demeure le plus important partenaire commercial du Canada dans l'ensemble de l'Afrique et du Moyen-Orient.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est également active en Algérie. Norman Boukhalife, un agent de l'ACDI, explique : « Le soutien du Canada à la mise sur pied de la Bourse d'Alger et son appui à des projets de développement qui touchent des priorités en matière d'environnement et de santé sont au nombre des réalisations les plus notables de l'ACDI à Alger. » Grâce au Fonds canadien d'initiatives locales et à la collaboration d'organisations non gouvernementales (ONG) locales, l'ambassade a aidé à valoriser le rôle de la femme dans la société et à répondre aux besoins des enfants abandonnés et orphelins sur les plans de la santé et de l'éducation.

L'ambassadeur Franco D. Pillarella est fier de son personnel et du travail qu'il accomplit : « Nous ne ménageons aucun effort pour encourager le dialogue entre les sociétés civiles canadienne et algérienne. Que ce soit par l'aide que nous apportons aux enfants traumatisés ou grâce aux visites fréquentes que nous organisons pour des ONG canadiennes, nous arrivons à travailler, avec les Algériens, sur des dossiers politiques, économiques et sociaux d'intérêt commun. »

L'ambassadeur Pillarella et son personnel sont particulièrement fiers d'avoir reçu en 1998 une distinction honorifique lors de la remise des prix du ministre des Affaires étrangères pour l'excellence en matière consulaire et en politique étrangère. « Leurs efforts ont été remarquablement fructueux dans la gestion de nos relations, a déclaré le ministre Axworthy. Ces résultats sont d'autant plus remarquables si on tient compte de la difficulté exceptionnelle des conditions de vie et de travail à Alger, puisque les membres de notre personnel sont forcés, à cause des problèmes de sécurité, de vivre comme s'ils étaient assignés à résidence. »

Le gouvernement algérien ajoute à ces éloges sa profonde reconnaissance, parce que, en 1993 et 1994, lorsqu'un certain nombre d'ambassades ont fermé leurs portes, au plus fort de la vague de terrorisme, le Canada a été l'un des seuls pays à toujours tenir bon. ●



photo : Rick Savone

Personnel canadien et recruté sur place de l'ambassade à Alger.



photo : Rick Savone

La nouvelle chancellerie construite en 1998 à l'intérieur de l'enceinte de l'ambassade du Canada, dans le quartier Ben Aknoun, Alger.



photo : Richard Day

L'agent politique Rick Savone plante un acacia dans le nouveau jardin botanique de l'Institut national pour l'étude de la désertification à Tamanrasset, sous le regard attentif de l'agent de l'ACDI, Norman Boukhalife, et du personnel de l'Institut.



Ouvrir les portes d'une carrière internationale

Le Programme de stages internationaux pour les jeunes

Vous êtes un jeune Canadien ou une jeune Canadienne qui a déjà un bagage d'études postsecondaires. Vous voulez faire carrière dans le monde plus vaste qui s'étend au-delà des frontières du Canada. Mais un obstacle semble insurmontable. Pour décrocher un premier emploi, il faut pouvoir inscrire une expérience internationale dans son *curriculum vitae*. Mais comment obtenir de l'expérience, sans décrocher ce premier emploi?

Depuis deux ans, plus de 1 100 jeunes ont pu sortir de l'impasse en participant au Programme de stages internationaux pour les jeunes.

Ce programme, appliqué par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse du gouvernement fédéral, désormais permanente, est un effort de collaboration qui fait intervenir trois partenaires :

- Le MAECI, qui administre le programme et assure le financement des stages.
- Les « organismes parrains » (65 aux dernières nouvelles) auxquels le MAECI délègue la tâche de planifier et de proposer des projets de stages, le recrutement des jeunes pour les projets et leur affectation chez les employeurs hôtes. Les organismes parrains comprennent des associations nationales canadiennes, des conseils d'entreprise, des chambres de commerce, des conseils de bande et des organisations non gouvernementales.
- Les employeurs (plus de 900 à l'heure actuelle) chez qui les stagiaires vont travailler — sociétés canadiennes ou étrangères, ONG ou organisations internationales.

Le coordonnateur de ce programme, Scot Slessor, dit que, depuis le début, on a pu placer des stagiaires dans plus de 80 pays : « L'objectif des organismes parrains est de donner aux stagiaires une solide expérience qui correspond à leur formation et améliore leurs chances de dénicher un emploi, et d'exposer les employeurs à l'énergie et à la diversité de la jeunesse canadienne. » De nombreux cas provenant des dossiers du MAECI confirment ce point de vue.

Par exemple, un stagiaire qui a fait des études universitaires sur la paix et les conflits a travaillé avec une organisation internationale qui s'occupait de la réinstallation des réfugiés en Croatie. Un autre stagiaire diplômé en sociologie a acquis une expérience pertinente au Chili en faisant des recherches sur l'impact d'une nouvelle route sur les collectivités indigènes.

Le programme a aussi permis à un diplômé en génie d'acquérir une expérience concrète en construction de ponts au Ghana. Un autre participant, qui avait une formation en affaires, a aidé une société canadienne à planifier son entrée sur le marché du Venezuela.

Dans ces domaines et bien d'autres, les stages durent de six mois à un an.

Admissibilité

Pour pouvoir participer à ce programme, les candidats doivent être citoyens canadiens ou résidents permanents, avoir 30 ans ou moins, et il doit s'agir de leur premier emploi rémunéré à l'étranger. ●



photo : MAECI

Minerva Hernandez-Iraheta : un stage de six mois à l'OEA lance une carrière

Minerva Hernandez-Iraheta, de Toronto, était sur le point d'obtenir son diplôme de l'Université York lorsqu'elle a trouvé sur Internet un projet du Programme de stages internationaux pour les jeunes proposé par une organisation non gouvernementale qui se spécialise dans les Amériques. Ce fut la porte d'entrée de la carrière qu'elle souhaitait.

Née au Salvador et réfugiée au Canada avec sa famille à 14 ans, Minerva souhaitait travailler dans le domaine international (elle a décroché un diplôme en études internationales), mais elle se heurtait sans cesse à l'obstacle du manque d'expérience. Elle a présenté sa demande de stage en direct, et elle n'a pas tardé à passer une entrevue, après quoi elle a été acceptée. Quelques semaines plus tard, elle était au nombre des 13 stagiaires canadiens affectés au siège social de l'Organisation des États

américains, à Washington, et travaillait sur des propositions de lutte contre la pauvreté en Amérique centrale.

Alors que ce stage de six mois touchait à sa fin, le MAECI l'a convoquée à une entrevue, et Minerva a décroché un contrat à la Direction interaméricaine et du Mexique. Elle est maintenant affectée au Bureau du sommet hémisphérique du MAECI, où elle aide à préparer la Conférence des conjoints des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, dont le Canada sera l'hôte, en septembre 1999.

Minerva parle avec enthousiasme de son stage : « Ce fut un excellent point de départ pour ma carrière. J'ai maintenant une meilleure idée de la manière dont les pays de l'hémisphère peuvent collaborer et de l'expansion rapide du rôle du Canada dans les Amériques. De plus, j'ai pu établir des contacts avec des personnes qui partagent mes intérêts professionnels. »

À propos de la difficulté de dénicher un premier emploi quand on n'a pas d'expérience, elle dit ceci : « C'est très difficile. Avec une formation technique spécialisée, on peut s'en tirer. Par exemple, les sociétés minières peuvent accepter des gens qui ont une formation en géologie. Mais en général, les employeurs recherchent une expérience qu'on ne peut pas avoir lorsqu'on est frais émoulu de l'université ou du collège. »

Canada — Regard sur le monde a interviewé Minerva en mai, pendant le conflit des Balkans, et elle a tenu à faire une réflexion sur son expérience. Elle dit pouvoir comprendre les 5 000 réfugiés du Kosovo qui sont venus au Canada. « J'étais exactement dans la même situation il y a 15 ans, et le Canada m'a accueillie lorsque j'étais dans le besoin. »

Pour de plus amples renseignements

sur le Programme de stages internationaux pour les jeunes, un bon point de départ est le site Web du Programme : www.dfait-maeci.gc.ca/stagiaires/

Pour obtenir la liste des organismes participants qui ont des projets en cours, composez sans frais le 1 800 559-2888 (au Canada) ou le (613) 944-2415. L'adresse du courrier électronique est la suivante : yiip-psij@dfait-maeci.gc.ca

UN DIPLOMATE CANADIEN EFFACÉ MAIS EFFICACE

Jules Léger

Le calme, l'amabilité, la capacité de dissiper les tensions sont les qualités le plus souvent mentionnées par ceux qui évoquent le souvenir de Jules Léger, le diplomate de carrière qui est devenu gouverneur général. Si utiles soient-elles en diplomatie, ces qualités ne suffisent cependant pas à expliquer un succès comme celui que Jules Léger a remporté dans la carrière qu'il a choisie. Elles s'accompagnaient aussi, comme l'histoire en témoigne, de la capacité de s'attaquer avec succès à des tâches nouvelles et difficiles.

Joseph Jules Léger est né en 1913 à Saint-Anicet, au Québec. Il était le plus jeune des deux fils d'Ernest et Alva Léger. Son frère, Paul-Émile, est devenu cardinal et archevêque catholique romain de Montréal. Leur père était un petit commerçant local qui faisait aussi office de maître de poste et de chef de chœur.

Après des études universitaires à Montréal et à Paris, M. Léger est entré au service du quotidien d'Ottawa *Le Droit*, où il est devenu éditorialiste. Même en 1938, l'année de Munich et de l'apaisement, ses éditoriaux dénonçaient de façon véhémente Hitler et plus particulièrement les persécutions nazies.

Ses écrits ont attiré l'attention d'un éminent résident d'Ottawa, le premier ministre Mackenzie King, qui lui a proposé un poste subalterne parmi ses collaborateurs. En 1940, après avoir réussi les examens voulus, il est entré au ministère des Affaires extérieures, et fut promptement détaché auprès du Cabinet du premier ministre, où il est resté trois ans.

Après cette affectation, M. Léger a entrepris la vie itinérante d'un agent de carrière

au service extérieur. En 1943, il a aidé à ouvrir la première délégation du Canada au Chili. Après son affectation à Santiago, il a servi tant à Ottawa qu'à l'étranger, notamment à Londres. En 1953, il était nommé à la tête de l'ambassade du Canada à Mexico, devenant ainsi le plus jeune ambassadeur canadien de l'histoire.

En août 1954, il atteignait le sommet de sa profession, puisqu'il devenait le premier francophone à occuper le plus haut poste au ministère des Affaires extérieures, celui de sous-secrétaire d'État. Ce fut une période mouvementée, car, entre autres dangers, se sont succédés la crise du canal de Suez et le soulèvement en Hongrie.

Le rôle de M. Léger pendant ces crises était de veiller à ce que le secrétaire d'État, Lester B. Pearson, lequel représentait le Canada à l'ONU, reçoive du Ministère un solide appui au plan de l'information et des conseils d'experts. Il s'est acquitté de la tâche avec son flegme habituel. Basil Robinson, diplomate à la retraite qui était alors affecté à la Direction du Moyen-Orient, au Ministère, se souvient que, pendant la crise de Suez, un problème urgent a surgi pendant le week-end : « Au lieu de convoquer une réunion d'urgence au bureau, il a demandé à sa secrétaire d'appeler certains d'entre nous qui nous occupions du dossier afin de nous inviter chez lui pour discuter. Voilà qui était typique de sa façon discrète et simple de faire les choses, méthode qui lui a permis d'obtenir d'excellents résultats. »

Au Canada, c'est pendant que M. Léger était à la tête du Ministère que s'est produit un grand bouleversement politique : le remplacement du gouvernement Saint-Laurent par celui de Diefenbaker, en 1957. M. Léger a su gérer les aspects ministériels de la transition avec aplomb.

En 1958, il a été nommé ambassadeur du Canada à l'OTAN. En 1962, il devenait ambassadeur en Italie, avant sa nomination, en avril 1964, comme ambassadeur en France. Il y est resté jusqu'en 1968, pendant le plus profond refroidissement des relations franco-canadiennes, refroidissement qui a atteint son point culminant lorsque le président de Gaulle a déclaré : « Vive le Québec libre! »

Les efforts de M. Léger ont limité les dommages durables dans les relations entre les deux pays. Comme un commentateur, Jacques Monet, allait l'écrire plus tard, « son tact, sa patience, son jugement irréprochable et son calme imperturbable ont fait bien plus que maintenir les communications entre Ottawa et le Quai d'Orsay ».

En 1968, M. Léger amorçait une nouvelle étape de sa carrière, ayant été nommé

Gabrielle et Jules Léger dansant en 1979.

photo : CANAPRESS



sous-secrétaire d'État sous Gérard Pelletier.

En 1974, alors que Pierre Elliott Trudeau était premier ministre, M. Léger a été nommé gouverneur général du Canada. Six mois plus tard, il a été victime d'un accident cérébrovasculaire qui l'a laissé partiellement paralysé et à peine capable de parler. Il a quand même persévéré dans ses fonctions avec grâce et détermination, solidement épaulé par son épouse,

Gabrielle, jusqu'à sa retraite, en 1979. Il est décédé le 22 novembre 1980. ●

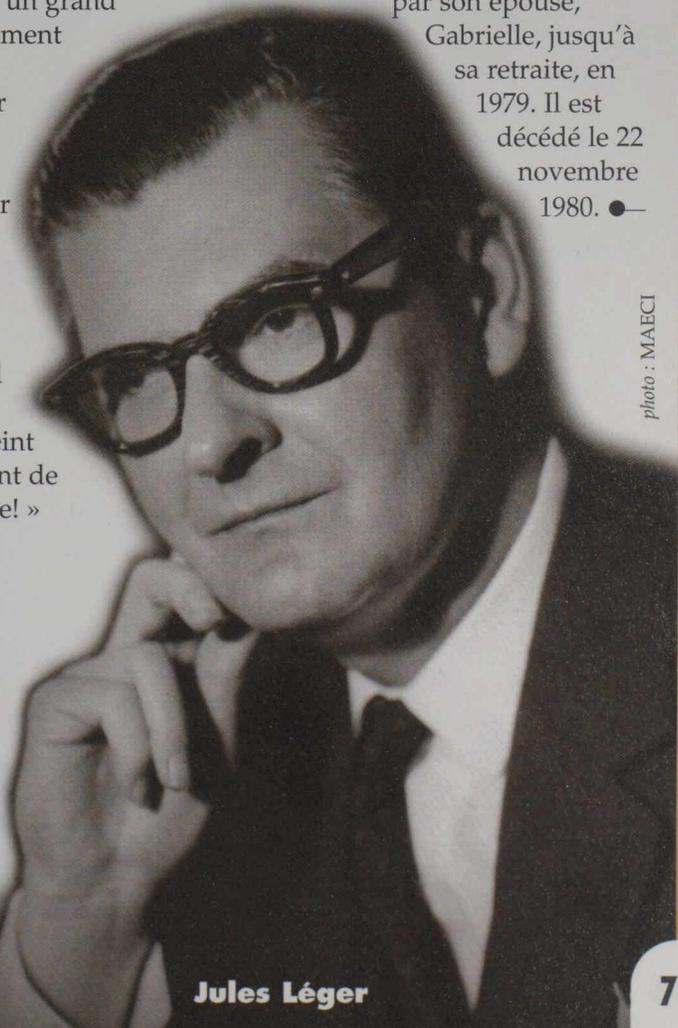


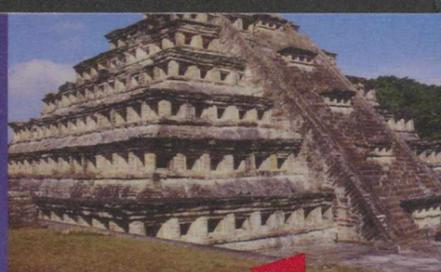
photo : MAECI

Jules Léger

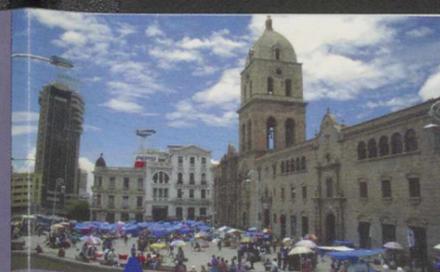
Bien que le Canada entretienne depuis longtemps des relations étroites avec les États-Unis et les pays des Antilles, il s'est généralement moins impliqué dans les affaires de l'Amérique latine. Tout cela a changé au début des années 1990.

Pourquoi? Selon Paul Durand, directeur général à la Direction générale de l'Amérique latine et des Antilles, au MAECI, le nouveau facteur décisif a été une révolution politique et économique dans les Amériques, au cours des années 1980, qui a été comparable à celle survenue en Europe. « Les dictatures militaires ont cédé la place à des gouvernements démocratiques, les économies fermées se sont ouvertes et l'antagonisme s'est estompé dans les relations entre ces pays et leur voisin du Nord. Bref, les raisons de rester en marge se sont dissipées et celles de nouer des relations sont devenues convaincantes. » La nouvelle ère a débuté officiellement en 1990, année où le Canada a signé la Charte de l'Organisation des États américains.

LE



DANS LES



LES LIENS SE MULTIPLIENT

Canada Amériques:

Grandes étapes franchies depuis 1990

- La signature d'accords-cadres commerciaux avec quatre groupes régionaux : les pays de l'Amérique centrale, la CARICOM (Antilles anglophones), le MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et la Communauté andine. Ces accords constituent un cadre pour favoriser les échanges commerciaux et les investissements.
- Le début des négociations, actuellement présidées par le Canada, sur la Zone de libre-échange des Amériques. Si les négociations aboutissent en 2005, comme prévu, cette zone regroupera 34 pays dont la population totalisera 700 millions de personnes et dont le produit intérieur brut global s'élèvera à 10 billions de dollars.

Sécurité régionale

- Petit à petit, le Canada et ses voisins de l'hémisphère ont élaboré un système de sécurité régionale, expression désignant maintenant la protection contre les menaces intérieures et extérieures à la démocratie.
- Une nouvelle notion importante consacrée par la Déclaration de Santiago prévoit une intervention immédiate des membres de l'OEA en cas de renversement d'un gouvernement démocratique dans un État membre.
- Les pays d'Amérique latine sont de fervents partisans de l'approche de sécurité humaine proposée par le ministre Axworthy en ce qui concerne la sécurité régionale. Les répercussions sur l'individu de menaces comme les mines antipersonnel et le trafic de la drogue sont le point de départ de cette approche.

Liens politiques

- Les liens politiques entre le Canada et ses voisins de l'hémisphère se sont multipliés à tous les niveaux et comprennent maintenant des sommets réguliers réunissant les présidents et premiers ministres de l'hémisphère.

Selon M. Durand, l'une des raisons expliquant l'épanouissement de ces relations est que le Canada et les autres pays de l'hémisphère s'intègrent bien aux plans industriel et économique.

« Il s'agit d'une relation régionale unique pour le Canada, commente M. Durand. D'autres pays ont aussi leur contexte régional. Celui-ci est le nôtre. Nous y sommes à notre place. » ●

Le Canada sera pays hôte à son tour



Dans son allocution devant le Sénat mexicain en avril, le premier ministre Chrétien a attribué l'impressionnante série de manifestations qui auront lieu au pays durant les deux prochaines années au resserrement des liens entre le Canada et ses voisins des Amériques.

« L'accueil chaleureux qui m'est fait partout où je vais dans l'hémisphère en témoigne, a déclaré M. Chrétien. Le Canada aura l'occasion d'en faire autant à plusieurs reprises au cours des deux prochaines années. »

Les relations du Canada avec ses voisins de l'hémisphère prennent de plus en plus d'importance. C'est pourquoi une série de manifestations d'envergure auront lieu au pays au cours des deux années à venir.

Les XIII^{es} Jeux panaméricains se dérouleront du 23 juillet au 8 août 1999 à Winnipeg. Avec plus de 5 000 athlètes de 42 pays, ainsi que 2 000 entraîneurs, soigneurs et employés de soutien, les Jeux seront la plus grande fête sportive et culturelle jamais tenue au Canada, et la troisième plus importante compétition sportive jamais tenue en Amérique du Nord.

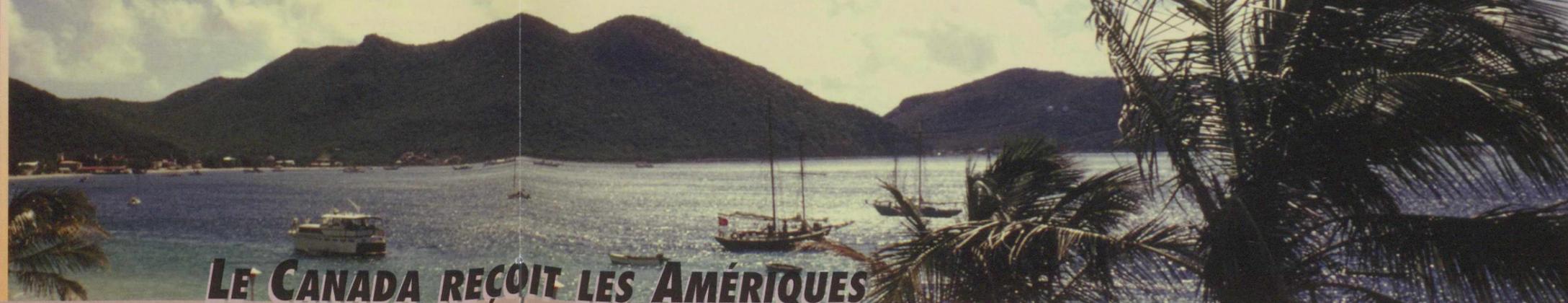
La Conférence des conjoints des chefs d'État et de gouvernement des Amériques. La Conférence de cette année est la plus récente d'une série que les conjoints des dirigeants des pays d'Amérique centrale ont lancé dans les années 1980 pour servir de forum où partager des expériences et coordonner des activités. Les thèmes de la Conférence de 1999, qui se déroulera en septembre à Ottawa, seront l'investissement dans le développement de l'enfance et la santé des femmes.

La Réunion ministérielle de la Zone de libre-échange des Amériques se déroulera à Toronto au début du mois de novembre 1999. Le Canada, qui préside la première année des négociations en vue de la ZLEA, cherchera à maintenir le rythme de leur évolution durant cette phase déterminante des pourparlers.

Parallèlement aux négociations de la ZLEA, la cinquième réunion annuelle du **Forum des gens d'affaires des Amériques** est prévue pour les 30 et 31 octobre, également à Toronto. Le Forum est la principale tribune permettant aux entreprises des Amériques de contribuer aux négociations pour le libre-échange hémisphérique. Le Canada coordonne la réunion de cette année.

L'Assemblée générale de l'OEA. Prévue pour juin 2000 à Windsor, ce sera la première Assemblée du nouveau millénaire; elle marquera le 10^e anniversaire de l'adhésion du Canada à l'OEA.

Le troisième Sommet des Amériques. Les leaders des pays de l'hémisphère ont accepté l'invitation du premier ministre Chrétien de se réunir au Canada. Le Sommet aura lieu en 2001 dans la ville de Québec. Les chefs d'État et de gouvernement se pencheront sur les façons de mieux travailler ensemble afin d'améliorer la situation économique et la qualité de vie de leurs peuples.



LE CANADA REÇOIT LES AMÉRIQUES

Le Canada et l'OEA :

PROMOUVOIR LA SÉCURITÉ HUMAINE DANS UNE TRIBUNE DE L'HÉMISPHERE



En 1990, lorsque le Canada a décidé de se joindre à l'Organisation des États américains après y avoir été observateur pendant de longues années, un motif déterminant était les changements qui se produisaient à l'échelle de l'hémisphère. Une vague de démocratisation avait balayé les Amériques, emportant des dictatures installées depuis longtemps. Cette révolution qui a été en grande partie pacifique a non seulement donné lieu à la liberté politique, mais a aussi ouvert de nouvelles possibilités de coopération dans l'hémisphère, dans des domaines comme la protection de l'environnement, la lutte antidrogue et les droits de la personne. Elle a aussi déclenché une réforme économique et élargi les perspectives de nouveaux marchés pour les entreprises canadiennes dans les Amériques. Observant cette transformation, le Canada a décidé qu'il ne pouvait plus se permettre de rester en dehors de l'OEA.

Lors de l'Assemblée générale de l'OEA au Guatemala, en 1999, les priorités du Canada comprenaient la promotion du développement démocratique, des droits de la personne et du bon gouvernement dans les Amériques. Les éléments suivants, entre autres, faisaient partie de son programme :

- Le Canada a appuyé une résolution sur la « société civile » qui invite l'Organisation à prévoir des procédures qui permettront au secteur privé et aux organisations non gouvernementales de participer à ses travaux.
- Le Canada a également encouragé les membres de l'OEA qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel (dont le titre officiel est Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction). Des 34 pays membres de l'OEA, 24 ont ratifié la Convention.
- Les ministres des Affaires étrangères ont tenu une « session de dialogue » au sujet du problème de la drogue dans l'hémisphère et de ses répercussions sur le plan de la sécurité humaine, dans le cadre du Dialogue sur la drogue que le Canada a lancé au début de l'année.
- Le ministre Axworthy a signé la Convention interaméricaine sur la transparence de l'acquisition d'armes classiques dans les Amériques. En vertu de la Convention, les pays membres de l'OEA s'engagent à s'informer les uns les autres des nouvelles acquisitions d'armes classiques.

Depuis neuf ans qu'il est membre de l'OEA, le Canada a cherché à y exploiter au mieux les nouvelles occasions qui se présentent dans les Amériques aux plans social et

économique. Un exemple récent est la promotion à l'OEA d'une approche qui donne la priorité aux personnes, conformément à l'accent que le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy met sur la sécurité humaine.

L'une des premières initiatives du Canada, après s'être joint à l'OEA, a été la création du Service pour la promotion de la démocratie. Ce service favorise la promotion et le renforcement des processus et institutions démocratiques dans les États membres. ●—

ORFÉO!

Lorsque Orféo, la dernière production de Lemieux/Pilon Création de Montréal, a été présentée en première américaine au John F. Kennedy Center de Washington, en février, il y avait lieu de se réjouir de cette nouvelle réalisation de la culture canadienne. C'était la première fois qu'une pièce canadienne était coproduite par le Kennedy Center, l'un des centres d'arts les plus prestigieux du monde et le plus grand centre national américain des arts d'interprétation. Le Kennedy Center est aussi l'un des centres d'arts les plus actifs en Amérique du Nord, car on y donne chaque année environ 2 800 représentations et il accueille plus de 1,7 million de spectateurs.

Quand la culture canadienne éblouit le monde

Le spectacle a joué pendant trois jours pratiquement à guichets fermés.

L'ambassade du Canada à Washington, la Maison du Québec à New York et le service de presse du Kennedy Center ont collaboré étroitement pour stimuler l'intérêt des médias américains et canadiens, et la première a fait l'objet de nombreux reportages. Les médias, tant aux États-Unis qu'au Canada, ont donné de la pièce une critique élogieuse.

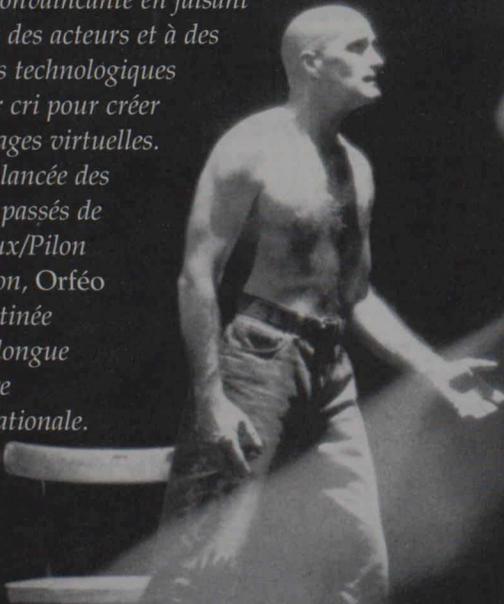
Le succès ne s'est pas arrêté là.

L'ambassade du Canada avait profité de la première pour attirer des diffuseurs de la région du Mid-Atlantic et même du Kansas afin de vendre une tournée plus importante en l'an 2000. L'initiative a été fructueuse, car, après Long Beach (Californie), fin février, Orféo sera aussi présentée au Nebraska, au Kansas et à New York au début de l'an prochain.



Orféo, pièce qui allie danse et théâtre,

raconte l'histoire d'un jeune homme qui refuse la mort de sa femme. Dans la pièce, Orphée est un homme en chair et en os qui tente de rejoindre l'image grandeur réelle et mouvante de celle qu'il aime emportée par la mort et qui ne rencontre qu'un fantôme immatériel. C'est là que réside le grand défi technique de la pièce : comment synchroniser la chorégraphie entre les vivants et les morts. Michel Lemieux et Victor Pilon ont su le relever de façon convaincante en faisant appel à des acteurs et à des gadgets technologiques dernier cri pour créer des images virtuelles. Sur la lancée des succès passés de Lemieux/Pilon Création, Orféo est destinée à une longue carrière internationale.



Qu'est-ce qui a poussé le Kennedy Center à dépenser plus de 50 000 \$US pour coproduire et présenter Orféo? Tout a débuté

il y a deux ans, lorsque l'ambassade du Canada a commencé à mettre en oeuvre une stratégie pour mieux faire connaître la culture canadienne aux États-Unis en ciblant des institutions culturelles clés. L'ambassade a réservé le Kennedy Center pour présenter avec un succès retentissant, la saison dernière, une oeuvre antérieure de Lemieux/Pilon Création, *Le Grand Hôtel des Étrangers*. C'est ainsi que se sont amorcées les négociations sur la production d'Orféo.

Ce qui confère un surcroît d'importance au succès de la pièce, c'est sa représentation très futuriste d'une histoire très ancienne, le vieux mythe grec d'Orphée et Eurydice. Pour reprendre les propos de Lewis Segal, critique de danse au *Los Angeles Times*, « Michel Lemieux et Victor Pilon, les visionnaires canadiens qui associent théâtre et haute technologie, ont transformé ce mythe en un opéra néo-romantique et médiatique d'une froide beauté, raconté au moyen d'une série d'images holographiques qui restent gravées dans l'esprit du spectateur ».

La pièce, qui a également été coproduite par le Théâtre français du Centre national des Arts d'Ottawa et l'Usine C de Montréal, et qui a reçu l'appui financier du Programme culturel du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, du Conseil des Arts du Canada et du Conseil des arts et des lettres du Québec, sera présentée dans quatre villes britanniques, dont Londres et Glasgow, au printemps prochain, et à Hong Kong, Séoul et Taïpeh en mai et juin 2000. En juin, elle a fait partie du Festival de Jérusalem, en Israël. ●—

Pour plus de renseignements sur le Programme culturel du MAECI, visitez notre site Web (www.dfait-maeci.gc.ca) et cliquez sur « Culture ». Pour consulter le calendrier culturel international, cliquez sur « Attaché culturel ». Pour communiquer avec nous par téléphone, composez le (613) 944-4000.

Les Canadiens font connaître leurs

Les habitants des quatre coins du pays et de tout l'hémisphère ont l'occasion de prendre part à un large débat sur l'avenir des Amériques. PanAm

byDesign (www.panam-bydesign.net) est un site Web interactif, qui a été mis à l'honneur dans les débats publics du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE) sur les Amériques, à Calgary, le 17 mars. Les 80 participants du milieu des affaires, des syndicats, des ONG et des universités y ont diffusé leurs échanges sur Internet tout au long de la journée.

Le site Web a été réalisé par le McLuhan Program in Culture and Technology E-lab de l'Université de Toronto. « Nous sommes très reconnaissants de l'occasion qui nous est donnée de collaborer avec le CCDPE et de souligner sa clairvoyance et sa volonté d'échapper à la routine », a déclaré la directrice de ce programme, Liss Jeffrey.

Ont participé aux débats de Calgary, les professeurs Stephen Randall, Barbara Arneil, Maureen Wilson et Mark Dickerson; les militants d'ONG Ricardo Acuna, John Chan et Nola Kate Seymoar; et Anna Nitoslawska du Congrès du travail du Canada. À cette occasion, des exposés sur la sécurité humaine, la démocratie et la société civile dans l'hémisphère ont été présentés.

Le sous-ministre adjoint (Amériques) du MAECI, George Haynal, était le conférencier principal.

Les exposés et le compte rendu des délibérations de Calgary peuvent être consultés sur le site Web suivant :

www.panam-bydesign.net/ccfpd

Pour de plus amples renseignements sur les activités du CCDPE, prière de consulter notre site Web (www.cfp-pec.gc.ca) ou de nous téléphoner au (613) 944-4150/0391.

On peut aussi communiquer avec nous par télécopieur en composant le (613) 944-0687 ou par la poste à l'adresse suivante : Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

VUES SUR

les relations du Canada dans l'hémisphère

Le rapport de Calgary recommande que, dans ses relations avec les autres pays de l'hémisphère, le Canada mette l'accent sur la sécurité humaine et le rôle du public dans le choix des priorités canadiennes et accorde son attention à l'éducation, à la pauvreté, aux droits de la personne et au développement durable ainsi qu'aux questions économiques et commerciales.

Le prochain débat sur les Amériques aura lieu à Halifax le 8 juillet 1999 et sera consacré surtout au développement démocratique et à la société civile. Les assemblées de l'automne se tiendront à Whitehorse, Montréal et Toronto, et il y aura d'autres assemblées en 2000. ●—

Faits saillants du rapport annuel

Juin marque le troisième anniversaire du CCDPE. Selon le dernier rapport annuel du CCDPE, *La politique étrangère par les Canadiens*, des milliers de Canadiens ont participé à une large gamme d'activités et de débats de politique. Les activités publiques d'élaboration de la politique étrangère suivantes ont eu lieu :

- 18 assemblées du Forum national sur les relations internationales du Canada dans 15 villes depuis 1996;
- 45 tables rondes thématiques à Ottawa, avec la participation de ministres et de hauts fonctionnaires;
- 75 autres tables rondes et conférences un peu partout au Canada.

Un total de 160 exposés et rapports sur les choix de politique sont disponibles.



Centre canadien pour le développement de la politique étrangère



Déclaration officielle

Extraits du discours du premier ministre Jean Chrétien devant le Sénat des États-Unis du Mexique, à Mexico, au Mexique, le 9 avril 1999

Mesdames et messieurs, l'adoption de la démocratie et de l'économie de marché ne transforme pas seulement le Mexique. Elle transforme les Amériques. Et à mesure que ces valeurs fondamentales prennent racine, de l'île de Baffin à la Terre de Feu, notre hémisphère devient autre chose qu'un ensemble de nations que la géographie seule a rassemblées. Nous développons une identité bien vivante. Ainsi que la confiance et la maturité nécessaires pour travailler ensemble en vue d'objectifs communs.

C'est pourquoi le Canada s'est joint à l'OEA il y a près de 10 ans. C'est pourquoi le Canada et le Mexique ont pris l'initiative audacieuse de négocier l'ALENA avec les États-Unis. Et c'est pourquoi, lors du Sommet des Amériques de Miami en 1994, les dirigeants de l'hémisphère ont adhéré à une vaste vision et à un plan d'action sur notre avenir commun.

À Miami, et l'an dernier à Santiago, nous avons affirmé qu'un plus grand partage de la prospérité était au centre de cette vision. Et nous avons souscrit à l'idée que la création d'une zone de libre-échange des Amériques était un moyen principal pour y parvenir.

Toutefois, mesdames et messieurs, nous avons aussi dit clairement qu'en soi, l'intégration économique ne peut mener à l'amélioration de la qualité de vie que nous désirons tous. Il faut également une volonté ferme de consolider la démocratie, de promouvoir les droits de la personne et de s'attaquer aux inégalités sociales à travers la promotion de l'éducation et l'élimination de la discrimination raciale.

Le Canada considère que les progrès pouvant être accomplis dans chacun de ces domaines sont les pierres angulaires d'une prospérité hémisphérique véritablement partagée. Et qu'ils vont de pair avec la progression des négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Avec le Canada à la présidence du Comité de négociations commerciales, les négociations sur la ZLEA ont véritablement progressé [...]. J'ai confiance que nous atteindrons notre objectif de conclure une entente d'ici 2005.

Mesdames et messieurs, à Miami j'ai parlé du Canada et de ses partenaires de libre-échange comme étant des amis, « *amigos* ». À Santiago, j'ai dit que les nations des Amériques étaient devenues « *una gran familia* ».

À l'approche du nouveau millénaire, le temps est venu d'aller au-delà des belles paroles [...]. Bâtissons ensemble sur la base des triomphes du XX^e siècle qui transforment le Mexique, les Amériques et le monde entier. Ces triomphes ne sont pas ceux d'une idéologie ou des armées. Ils sont le fruit du seul véritable moteur de l'histoire et du progrès : les gens. ●—

Le partenariat Canada-France

Le lien spécial unissant le Canada et la France remonte à 1534 lorsque le navigateur français Jacques Cartier est débarqué dans la péninsule de Gaspé et a pris possession du territoire nouvellement découvert. Quelque 225 ans plus tard, après que « la Nouvelle-France » eut été cédée à la Grande-Bretagne, le lien s'est beaucoup amenuisé et n'a été rétabli de façon informelle que vers la fin du XIX^e siècle.

Des relations diplomatiques complètes ont été établies en 1928 avec l'ouverture d'ambassades à Paris et à Ottawa. Depuis ce temps, les relations se sont transformées en un partenariat extrêmement complexe et diversifié impliquant des milliards de dollars en commerce et en investissements, des échanges scientifiques et une coopération politique tant aux niveaux bilatéral qu'international, particulièrement au sein de la Francophonie, du G-8 et de l'ONU.

Dans le seul secteur économique, ainsi que le faisait remarquer l'ambassadeur Denis Bauchard dans un discours prononcé à Montréal en juin, la France est le septième plus important fournisseur du Canada avec des exportations totalisant quelque 3,4 milliards de dollars en 1998, soit plus du double du niveau de 1993. Et M. Bauchard s'attend à ce que le commerce bilatéral entre nos deux pays s'accroisse de 10 à 15 p. 100 cette année. Son optimisme est conforté par le fait que, au cours des 10 dernières années, la France est le seul fournisseur étranger après les États-Unis qui n'ait vu sa part du marché canadien diminuer, enregistrant même une légère augmentation. Qui plus est, la France est maintenant devenue le cinquième plus important investisseur étranger au Canada.

C'est en raison de ces relations étroites qu'Ottawa et Paris ont décidé de signer le Programme d'action Canada-France lors de la visite officielle au Canada du premier ministre français Lionel Jospin en décembre 1998. Le Programme d'action vise à renforcer les initiatives conjointes Canada-France, tant au plan bilatéral, dans des secteurs comme les technologies de l'information et les télécommunications, la culture et les relations scientifiques et techniques, que multilatéral, dans des domaines comme les relations transatlantiques et la Francophonie. Le Programme d'action fait suite à la Déclaration de partenariat renforcé signée durant la visite du premier ministre Jean Chrétien à Paris en janvier 1997.

Le Canada et la France ont également convenu de travailler ensemble pour explorer de nouvelles approches destinées à promouvoir davantage la diversité culturelle dans un monde en mutation. Les deux pays veulent s'assurer que les services et les produits culturels sont pleinement reconnus et qu'ils ne sont pas traités comme de simples marchandises. Enfin, des mesures ont été prises afin d'accroître les échanges et la mobilité des personnes. En 1998, dans le seul secteur des échanges jeunesse, quelque 5 000 jeunes Canadiens et Canadiennes ont participé à des programmes d'échanges entre les deux pays.

Le partenariat Canada-France est sain et vigoureux, et promet de continuer de croître à un rythme rapide durant le prochain millénaire, resserrant plus que jamais les liens entre le Nouveau et le Vieux Monde. ●—

Pour la version intégrale du discours, visitez le site Web suivant : <http://pm.gc.ca> et cliquez sur « Publications » ou communiquez avec le Service de presse du BPM au (613) 957-5555.

B o n V o y a g e

Vous partez à l'étranger cet été?

Chaque année, les Canadiens effectuent près de 90 millions de voyages vers des destinations étrangères pour le plaisir, l'aventure ou les affaires. Si la plupart de ces voyages se déroulent sans anicroche, il arrive parfois que les choses tournent mal. Vous pourriez être victime d'un accident, d'une catastrophe naturelle ou d'un acte criminel.

Que faire lorsque vous êtes loin de chez vous dans un pays où vous ne connaissez personne ou dont vous ne parlez pas la langue? À l'évidence, certaines situations peuvent devenir très inquiétantes.

Mais, attendez! Quelle que soit la situation, une assistance canadienne est à portée de la main. La plupart des missions canadiennes à l'étranger fournissent des **services consulaires**. Ces services visent à protéger et préserver les Canadiens ainsi que leurs intérêts à l'étranger. Les agents consulaires peuvent fournir toute une gamme de services allant du simple remplacement d'un passeport perdu ou volé jusqu'à votre évacuation d'une zone de guerre ou d'une région frappée d'une catastrophe naturelle en passant par des démarches pour que vous obteniez des soins médicaux. Les services consulaires sont disponibles 24 heures par jour, 7 jours par semaine, dans ce qui constitue un réseau de plus de 250 bureaux dans plus de 180 pays.

Même là où il n'y a pas de mission diplomatique canadienne, vous pouvez quand même obtenir de l'aide. Dans certains pays, le Canada a nommé des consuls honoraires. Il s'agit de résidents du pays qui, bien que n'étant pas en

mesure de vous offrir toute la gamme des services consulaires, peuvent néanmoins vous être d'un précieux secours. Dans d'autres pays, vous pouvez obtenir de l'aide auprès de la mission diplomatique ou consulaire australienne.

Un bon exemple du type de services consulaires offerts par le Canada est celui de ce retraité de Vancouver qui s'était fait voler son argent et ses pièces d'identité en plus de se faire briser trois côtes alors qu'il attendait un taxi à l'extérieur de son hôtel sur une île du Pacifique Sud. Prévenu par l'hôtel, un agent consulaire canadien est arrivé rapidement sur place. L'agent s'est d'abord assuré que l'homme recevait les soins médicaux appropriés. Il l'a ensuite aidé à contacter sa compagnie d'assurance-santé, il a fait des démarches pour le paiement de ses frais médicaux et il a remplacé son passeport volé. L'agent a aussi pris des dispositions pour que des fonds puissent être transférés de sa banque à Vancouver via le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à Ottawa. L'argent est arrivé la même journée au Consulat. ●

Afin de mieux aider les Canadiens à voyager à l'étranger, le MAECI a créé le Programme de sensibilisation consulaire. À travers ce programme, plusieurs publications et dépliants gratuits pour « voyager en sécurité » sont disponibles. Ils peuvent être consultés dans la section Voyages de notre site Web. Pour les commander, téléphonez au **1 800 267-8376** (au Canada) ou au **(613) 944-4000**. Ils comprennent : *Voyager au féminin : conseils pour la femme qui voyage*; *Bon Voyage, mais... : le guide du voyageur canadien*; *En route pour les États-Unis : un compendium des cahots sur le chemin des Canadiens séjournant dans le Sud*; *Se produire aux États-Unis : le guide des artistes de spectacles canadiens*; *México : ¿Qué pasa? : conseils à l'intention des visiteurs canadiens*; *La Chine y compris Hong Kong : conseils à l'intention des visiteurs canadiens*; *Guide à l'intention des Canadiens emprisonnés à l'étranger*; *Enlèvements internationaux d'enfants : guide à l'intention des parents*; *La Retraite à l'étranger : contempler de nouveaux horizons*; *Travailler à l'étranger : comment y voir clair*; et le Bulletin de voyage hebdomadaire.

LISEZ CECI!

Lorsque vous planifiez un voyage à l'étranger, il y a des pays où vous ne songez même pas à vous rendre. Des pays en guerre par exemple ou des régions dévastées par une catastrophe naturelle. Mais si vous y allez quand même, ce sera à vos risques. Dans d'autres cas, vous projetez de visiter un pays, ou encore vous devez vous y rendre par affaires et vous désirez avoir des informations de base à propos de ce pays. Dans tous les cas, les services consulaires du MAECI peuvent vous être très utiles. Les

Rapports sur les voyages fournissent des renseignements sur plus de 200 destinations et touchent la sécurité et la situation politique, les questions de santé et les exigences pour entrer dans le pays. Les **Avertissements aux voyageurs** sont diffusés aux médias et constamment mis à jour; ils indiquent de ne pas se rendre dans un pays ou de le quitter parce que la situation est trop dangereuse pour pouvoir assurer la sécurité des voyageurs. Pour consulter ces rapports et ces avertissements, visitez le site Web du MAECI (www.dfait-maeci.gc.ca). Il est aussi

possible de les obtenir par télécopieur au **1 800 575-2500** (au Canada) ou au **(613) 944-2500**, ou par téléphone au **1 800 267-6788** (au Canada) ou au **(613) 944-6788**.



Où que vous alliez cet été à l'extérieur du Canada, vous pouvez compter sur l'aide efficace et dévouée des Services consulaires canadiens. *Bon Voyage... et profitez des plaisirs d'un voyage en toute sécurité!*

Nouvelles en BREF

LE CANADA CONTRIBUE AU FONDS INTERNATIONAL POUR L'IRLANDE

Le Canada versera une contribution de 1 million de dollars au Fonds international pour l'Irlande au cours des trois prochaines années pour soutenir les efforts internationaux de consolidation de la paix en Irlande.

« Cette contribution réaffirme l'engagement du Canada en faveur du processus de paix en Irlande, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy. Nous nous réjouissons particulièrement du fait que la contribution du Canada servira à la poursuite d'activités qui appuient des programmes visant les régions défavorisées tout en encourageant les liens et le dialogue intercommunautaires. »

L'intérêt du Canada pour l'instauration de la paix en Irlande du Nord est d'autant plus important que près de 4 millions de Canadiens sont d'origine irlandaise.

L'action du Canada en faveur de la paix en Irlande du Nord comprend aussi la participation notable du général à la retraite John de Chastelain, qui dirige la Commission internationale indépendante pour la démilitarisation; du juge en chef William Hoyt de la Cour supérieure du Nouveau-Brunswick, qui siège à un organe judiciaire international chargé d'enquêter de nouveau sur le massacre du « dimanche sanglant » de 1972; et du professeur Clifford Shearing, directeur du Centre de criminologie de l'Université de Toronto, qui formule des recommandations à titre d'expert à l'intention de la Commission de police instituée par l'Accord du Vendredi saint.

LE CANADA RÉGLEMENTERA L'EXPLOITATION DES SATELLITES IMAGEURS

Le ministre Axworthy et le ministre de la Défense nationale Art Eggleton, ont annoncé en juin que puisque les satellites de télédétection appartiendront dorénavant à des intérêts privés plutôt qu'à l'État, le Canada élabore une nouvelle réglemen-

tation applicable aux satellites de télédétection commerciaux. Ces satellites de haute performance peuvent être utilisés en cartographie ainsi que pour la gestion des ressources naturelles et la surveillance de la Terre.

« Nous nous devons de prendre des mesures pour que les images prises au moyen de ces satellites ne soient pas utilisées au détriment du Canada ni de ses alliés », a déclaré M. Axworthy.

Le Canada est un chef de file mondial dans la conception, la fabrication et l'exploitation de satellites de télédétection civils à haute performance faisant appel au radar à antenne synthétique. Entre autres choses, cette initiative gouvernementale vise à maintenir et protéger le potentiel industriel d'une importance capitale du Canada et à promouvoir la stabilité régionale avec la collaboration du secteur privé.

Il faudra jusqu'à deux ans pour mener à son terme le processus législatif. Ces travaux se dérouleront avant le lancement prévu du premier satellite de télédétection commercial du Canada.

LA SÉCURITÉ HUMAINE : LA RENCONTRE DE BERGEN

Le ministre Axworthy s'est déclaré satisfait des progrès accomplis dans le domaine de la sécurité humaine lors d'une rencontre de deux jours de ministres de 11 gouvernements à Bergen, en Norvège, en mai dernier. La rencontre a porté sur les approches à employer sur des grandes questions comme l'élimination des mines antipersonnel, les mesures pour contrer l'accumulation excessive et le transfert des armes militaires légères, l'interdiction de l'utilisation des enfants-soldats, et les efforts pour renforcer l'adhésion aux lois dans les domaines du droit humanitaire international et des droits de la personne.

M. Axworthy a déclaré que la rencontre « a démontré un engagement plus poussé à promouvoir le concept de sécurité humaine ainsi que l'importance grandissante accordée à la sécurité et à la protection des personnes à l'échelle internationale ». Outre le Canada et la Norvège, les participants comprenaient

l'Autriche, le Chili, l'Irlande, la Jordanie, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Suisse et la Thaïlande. L'Afrique du Sud a siégé à titre d'observateur.

Le sommaire du président de la rencontre de Bergen est disponible sur le site Web du MAECI (www.dfait-maeci.gc.ca); il figure en annexe du communiqué n° 117. On trouvera également un document intitulé *La sécurité humaine : La sécurité des individus dans un monde en mutation*, rendu public par le ministre Axworthy le 14 mai. Le document énonce le fondement d'une politique étrangère qui accorde une importance prioritaire à la sécurité et la protection des personnes. Le journal français *Le Monde* a écrit à ce sujet : « ...peut-être, dans quelques années, se souviendra-t-on du document [...] comme l'une des premières tentatives pour théoriser la limitation de la souveraineté nationale au profit du droit d'ingérence humanitaire. »

L'INTERDICTION DES MINES ANTIPERSONNEL : LA CONFÉRENCE DE MAPUTO

La Première Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel s'est déroulée au début mai à Maputo au Mozambique. Arrivant directement d'une visite à un camp de réfugiés kosovars dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, le ministre Axworthy a engagé la communauté internationale à se doter des ressources qui lui permettront d'entreprendre une action antimines rapide et coordonnée au lendemain des conflits armés.

« La tragédie des Kosovars est aggravée par le fait que leurs terres sont maintenant minées. La communauté internationale doit être prête à réagir d'urgence pour que, le moment venu, les réfugiés puissent rentrer dans leurs foyers en toute sécurité. »

À ce jour, la Convention a été signée par 135 pays et ratifiée par près de 80. La Convention est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999.

• suite de la page 15

NOUVELLES PUBLICATIONS

La Section historique du MAECI vient de publier deux nouveaux ouvrages. *Documents sur les relations extérieures du Canada : Volume 21 (1955)* est une publication qui couvre plusieurs sujets dont le conflit sino-américain au sujet de Taïwan et contient des documents récemment déclassifiés concernant des consultations stratégiques canado-américaines secrètes et des documents du Cabinet sur l'Avro Arrow et la défense aérienne nord-américaine. L'ouvrage coûte 99,95 \$.

Le Canada et les débuts de la guerre froide (1943-1957) regroupe huit articles par des universitaires canadiens qui explorent des aspects de la politique étrangère canadienne dans les premiers moments de la guerre froide. Le coût est de 14,95 \$.

Les deux publications peuvent être commandées par la poste : Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0S9. Pour les commandes téléphoniques, les numéros sont le (819) 956-4800 ou le 1 800 635-7943 (sans frais). Les ouvrages sont également disponibles dans les librairies. ●—

VISITES GUIDÉES

Vous pouvez maintenant visiter le MAECI. Des visites guidées de l'édifice Lester B. Pearson sont offertes au grand public dans les deux langues officielles, les mardis et vendredis à 10 h et 14 h. Vous n'avez qu'à vous présenter à l'accueil et à suivre les panneaux indicateurs.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour faire des réservations, veuillez composer le (613) 992-6164.

Dans notre PROCHAIN NUMÉRO

Notre prochain numéro sera consacré, entre autres, au concept de la sécurité humaine ainsi qu'aux sommets de la Francophonie, du Commonwealth et de l'APEC. Nous parlerons

POUR RECEVOIR NOTRE MAGAZINE

Canada — Regard sur le monde est distribué sans frais. Les résidents du Canada peuvent s'y abonner en écrivant aux :

Services de renseignements
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex, B-2
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G2

On peut se procurer des exemplaires de ce numéro et des précédents en contactant les Services de renseignements :

Téléphone (sans frais) : 1 800 267-8376
Région de la capitale nationale : (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

SAVIEZ-VOUS QUE...

Moyennant le succès des négociations, en 2005, la Zone de libre-échange des Amériques va relier plus de **700 millions** de consommateurs dans **34 pays**, qui auront un pouvoir d'achat collectif de **10 billions de dollars** par année.

Depuis qu'il s'est joint à l'OEA en 1990, le Canada est devenu le **deuxième** plus important bailleur de fonds avec une contribution annuelle de plus de **12,6 millions de dollars**, soit 12,4 p. 100 du budget annuel de l'Organisation.

La majorité des Canadiens (**63 p. 100**) estiment que le fait d'accueillir des **sommets internationaux** permet au Canada de **démontrer du leadership** et de jouer un rôle dans les questions importantes sur le plan international.

Un sondage récent réalisé pour le MAECI indique que les Canadiens continuent de mentionner les **vacances**, la **pauvreté** et les **catastrophes naturelles** lorsqu'on leur demande ce qui leur vient spontanément à l'esprit quand on évoque l'Amérique latine. Le sondage a coïncidé avec l'ouragan Mitch. Seulement 2 p. 100 mentionnent la violation des **droits de la personne** et à peine 1 p. 100 les possibilités **commerciales**.

Plus de **2 200** Canadiens sont présentement emprisonnés à l'étranger pour différentes infractions. De ce nombre, **60 p. 100** se trouvent aux **États-Unis**, le reste se trouvant dans des prisons dans plus de **100** autres pays.

THIS PUBLICATION IS
ALSO AVAILABLE
IN ENGLISH

Regard sur le monde

Canada — Regard sur le monde est publié en français et en anglais sous la direction de :

Richard M. Bégin
Direction des services de communications
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

Canada — Regard sur le monde est également disponible sur Internet :
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

